

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 21 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TISSUS D AVESNIERES

203 QUAI PAUL BOUDET
53000 Laval

Référence : 2025-106_TISSUS D'AVESNIERES_INSP_RAP
Code AIOT : 0006307128

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement TISSUS D AVESNIERES implanté 203 QUAI PAUL BOUDET 53000 LAVAL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectorale de mise en demeure du 22 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TISSUS D AVESNIERES
- 203 QUAI PAUL BOUDET 53000 LAVAL
- Code AIOT : 0006307128
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Tissus d'Avesnieres est autorisé (régime de l'autorisation pour la rubrique 2330), par arrêté préfectoral du 14 décembre 2015 à exploiter des installations de traitement de tissus pour une production journalière maximale de 2,15 t/jour.

Les activités présentes sur le site sont les suivantes : préparation, teinture, imprimerie des tissus

Les articles concernés sont : tissus d'ameublement, linge de table et textiles pour la maroquinerie

Les produits de base utilisés sont : colorant en phase aqueuse, épaississant, liant

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Recherche de substances dangereuses pour l'environnement	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article 24	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Rejets atmosphériques de composés organiques volatils	Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 3.4.1.1 et 3.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Gestion des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 4.2, 4.3 et 7.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Émission des PFAS dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 2.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les investigations menées par l'exploitant permettent de répondre aux prescriptions rappelées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2024.

Le plan d'actions visant à la réduction de la consommation en eau du site et à la prise en compte d'éventuelles restrictions de prélèvement en période de sécheresse doit être transmis à l'inspection à la suite de la validation du bilan annuel financier de l'année 2024.

L'exploitant doit par ailleurs mener des investigations concernant la présence éventuelle de substances dangereuses dans ses rejets aqueux et atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, PFAS

Prescription contrôlée :

- sous un délai de 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les prescriptions, de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 reprises ci-après :
« *L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.* »
- sous un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les prescriptions, de l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2015 reprises ci-après :
« *L'exploitant dispose d'un plan d'actions pour limiter sa consommation d'eau en cas de sécheresse. Ce plan identifie les usages non indispensables au fonctionnement de l'entreprise et les classes en fonction de leur importance dans le fonctionnement de l'entreprise* »

Constats :

Récolement lié aux dispositions de l'article 1 de l'APMD concernant les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) :

Dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20/06/2023, les installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, notamment pour la rubrique 2330, devaient réaliser des investigations afin de déterminer si leurs activités étaient à l'origine ou non de la présence des substances per- et polyfluoroalkylées, listées dans ledit arrêté, dans leurs rejets aqueux.

Suite à la visite d'inspection du 21/04/2024, l'exploitant n'ayant réalisé aucune campagne de prélèvements et d'analyses dans le délai fixé par l'arrêté ministériel du 20/06/2023, a été mis en demeure via l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2024.

A travers les télédéclarations effectuées par l'exploitant sur la plateforme de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF), il ressort que :

1. l'exploitant a télédéclaré trois rapports de mesures et d'analyses liés à la campagne d'investigations sur les PFAS :

- Rapport d'analyse du 15/07/2024 pour des prélèvements effectués le 26/06/2024 ;
- Rapport d'analyse du 16/09/2024 pour des prélèvements effectués le 16/07/2024 ;
- Rapport d'analyse du 13/11/2024 pour des prélèvements effectués le 11/09/2024.

2. Les mesures, à savoir les prélèvements réalisés le laboratoire départemental d'analyses de la Mayenne ainsi que les analyses réalisées par le laboratoire Inovalys d'Angers (accrédité COFRAC) sont conformes aux méthodes normalisées de référence mentionnées dans l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

Au vu des investigations mise en œuvre par l'exploitant, l'écart majeur lié aux dispositions de l'article 1 de l'APMD concernant les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) est considéré comme soldé.

Récolement lié aux dispositions de l'article 1 de l'APMD concernant le plan d'actions sécheresse :

Dans le cadre de la visite d'inspection du 22/06/2021, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre son plan d'actions afin de limiter sa consommation d'eau en période de sécheresse. Suite à la visite d'inspection du 21/04/2024, l'exploitant n'ayant réalisé aucun plan d'actions sécheresse, a été mis en demeure via l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2024.

Dans son courriel du 21/06/2024, l'exploitant a transmis son plan d'actions afin de limiter sa consommation d'eau en période de sécheresse. De plus, au cours de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'exploitant a complété son document avec les éléments demandés par l'inspection et

a également présenté les actions qui seront entreprises à l'issue de la publication de son bilan financier annuel 2024, à savoir :

- Remplacement de la laveuse ;
- Remplacement des chaudières ;
- Mise à jour du plan des réseaux d'eaux afin d'initier les travaux de séparations des eaux pluviales et eaux industrielles.

Au vu des éléments transmis par l'exploitant, l'écart majeur lié à l'article 1 de l'APMD concernant le plan d'actions sécheresse est considéré comme soldé.

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1. L'exploitant doit effectuer une télédéclaration sur la plateforme DUPLOS du BRGM : <https://duplos.brgm.fr/#/>. La transmission des éléments doit permettre une mise à jour de la base de données, banque du sous-sol (BSS), avec les éléments techniques dont dispose l'exploitant ;
2. L'exploitant doit compléter son dossier sécheresse avec les éléments demandés dans l'arrêté ministériel du 30/06/2023 (notamment caractérisation des masses d'eau d'où sont prélevées les eaux de ville et les eaux souterraines).
3. L'exploitant doit fournir à l'inspection, à l'issue du bilan financier annuel 2024, un plan pluriannuel d'actions, chiffré et validé par le conseil d'administration pour la mise en oeuvre des actions visant à réduire la consommation en eau ;
4. L'exploitant doit fournir, d'ici septembre 2025, les devis signés pour les actions qui auront été planifiés d'ici la fin d'année 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Émission des PFAS dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, de solutions techniques propres et fiables, d'optimisation de l'efficacité énergétique, de manière à :

- économiser les ressources naturelles (matières premières, eau, énergie...), notamment par le recyclage et la valorisation ;
- limiter toutes émissions dans l'environnement (eaux, sols, air, déchets, bruits, lumière, vibrations...), y compris les émissions diffuses, par la mise en place de techniques de traitement appropriées et d'équipements correctement dimensionnés ;
- gérer et réduire les quantités et la toxicité des effluents et des déchets ;
- prévenir la dissémination directe ou indirecte de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés par le code de l'environnement.

Constats :

Suite à la campagne de mesures réalisée par l'exploitant, il est constaté la présence, dans les rejets

aqueux de l'établissement, des substances per- et polyfluoroalkylées suivantes :

- PFHxA : de 0,052 à 0,055 µg/L sur les trois mesures ;
- PFOA : de 0,026 à 0,048 µg/L sur les trois mesures ;
- PFOS : de 0,056 à 0,099 µg/L sur les trois mesures.

Les concentrations sont inférieures aux limites de quantification, pour chacune des substances PFAS, de 0,1µg/L fixées par l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

D'après l'étude des substances et mélanges employés par l'exploitant, via les fiches de données de sécurité il ressort que ces PFAS sont mentionnés dans deux produits fournis par l'entreprise Arkroma, à savoir le Phobol CPC et le Phobotex RSH. Ces produits sont utilisés pour la finition déperlante sur les fibres textiles.

L'exploitant a informé l'inspection qu'à compter du 01/04/2025, ces produits ne seront plus employés dans ses installations. L'exploitant mettra en œuvre une campagne d'analyse à l'été 2025 afin de confirmer que ses substances PFAS ne sont plus présentes dans ses rejets aqueux. Cette campagne portera également sur des mesures en amont des installations, au niveau des prélèvements en eaux de ville et souterraines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les résultats de sa prochaine campagne de mesures des PFAS dans ses rejets aqueux, qui sera réalisée après avoir supprimé les produits contenant lesdites substances de son process.

A l'issue de sa prochaine campagne de mesure, en cas de présence de substances per- et polyfluoroalkylées, l'exploitant devra reprendre ses investigations afin de déterminer quel(s) autre(s) produits seraient susceptibles de contenir des PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Recherche de substances dangereuses pour l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article 24

Thème(s) : Risques chroniques, émissions dans l'eau

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Toutefois, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par le présent arrêté s'appliquent au 1^{er} janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1^{er} janvier 2018.

Dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1^{er} janvier 2023.

Constats :

Dans le cadre de l'arrêté ministériel du 24/08/2017 concernant la recherche substances dangereuses pour l'environnement et suite à la visite d'inspection du 22/06/2021, il avait été demandé à l'exploitant de se positionner vis-à-vis des substances listées à l'article 32-4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Au cours de la visite du 04/03/2025, l'exploitant informe l'inspection qu'aucune investigation n'a encore été menée sur ce sujet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir à l'inspection sous 3 mois :

- les résultats d'une étude portant sur les fiches de données sécurité, ou un retour d'information des fournisseurs, des produits employés dans ses installations afin de se positionner sur la présence éventuelle des substances mentionnées à l'article 32-4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;
- le cas échéant, un devis signé pour la réalisation d'une campagne de mesure sur ses rejets aqueux à partir des substances identifiées dans son étude des FDS ;
- le rapport de mesures de ses rejets aqueux comprenant les résultats des nouveaux paramètres liés aux substances pré-identifiées.

En fonction des résultats de cette investigation, la mise à jour du programme de surveillance des rejets aqueux devra être transmise.

En cas de non réalisation de cette investigation, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité administrative.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejets atmosphériques de composés organiques volatils

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 3.4.1.1 et 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : Article 3.4.1.1 - Valeurs limites Les rejets totaux canalisés de l'établissement de composés organiques volatils non méthaniques ne dépassent pas 2 kg/h exprimés en carbone total. Article 3.6 - Contrôles périodiques des rejets atmosphériques L'exploitant fait procéder tous les 3 ans à un contrôle de ses rejets atmosphériques portant au minimum sur les composés organiques volatils, teneurs sur gaz sec et flux horaires, sur les débits, les vitesses, l'humidité et la teneur en CO ₂ sur gaz sec. Toutefois, le contrôle des rejets atmosphériques des chaudières est effectuée tous les 2 ans en application de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997. Les techniques analytiques utilisées permettent de ne pas prendre en compte dans les émissions de composés organiques volatils, des composés organiques non volatils.
Constats : Dans le cadre de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 concernant les composés organiques volatils comprenant des substances à mentions de danger spécifiques listées à l'annexe III dudit arrêté, et suite à la visite d'inspection du 22/06/2021, il avait été demandé à l'exploitant de se positionner vis-à-vis desdites substances susceptibles d'être émises depuis les installations de l'établissement. Cette investigation repose également sur l'inventaire des composés organiques volatils demandé à l'exploitant à l'issue des visites d'inspection des 22/09/2020 et 20/05/2021. Au cours de la visite du 04/03/2025, l'exploitant informe l'inspection qu'aucun inventaire n'a été

réalisé et qu'aucune investigation n'a encore été menée concernant les substances énumérées à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2/02/1998.

L'exploitant indique à l'inspection qu'il utilise le logiciel COLIBRISK, principalement dédié à l'évaluation des risques professionnels et souhaite contractualiser une prestation avec l'APAVE afin de répondre à ce sujet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir à l'inspection sous 1 mois, un plan d'actions comprenant notamment :

- un inventaire des composés organiques volatils susceptibles d'être émis lors de l'emploi des substances et mélanges (vigilance quant à la température d'emploi);
- une étude portant sur les fiches de données sécurité, ou un retour d'information des fournisseurs, des produits employés dans ses installations afin de se positionner sur la présence éventuelle des substances mentionnées à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 .

L'inspection devra être informée de l'état d'avancement de cette investigation et le cas échéant, de la réalisation de campagne de mesure sur les rejets atmosphériques à partir des substances qui seraient identifiées ainsi que la transmission des rapports desdites mesures.

En fonction des résultats de cette investigation, la mise à jour du programme de surveillance des rejets atmosphériques devra être transmise.

En cas de non réalisation de cette investigation, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité administrative.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Gestion des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2015, article 4.2, 4.3 et 7.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et traitement des effluents

Prescription contrôlée :

Article 4.2

Tous les effluents aqueux sont canalisés et collectés dans des réseaux séparatifs qui distinguent les eaux pluviales, les eaux sanitaires et les eaux résiduaires industrielles.

[...]

Article 4.3

Tous les rejets aboutissent dans un bassin de 30 m³ au minimum.

Ce bassin permet d'effectuer un prétraitement qui consiste :

- d'une part en une homogénéisation de l'effluent pour qu'il ait une couleur acceptable ;
- d'autre part un ajustement automatique du pH à partir de sa mesure en continu.
- [...]

Article 7.2.5

Les réseaux, canalisations et équipements satisfont aux dispositions réglementaires imposées au titre de réglementations particulières et aux normes homologuées au moment de leur construction

ou de leur modification notable. Ceux qui ne sont pas réglementés sont construits selon les règles de l'art.

[...]

L'ensemble de ces éléments est reporté sur un plan régulièrement mis à jour.

Constats :

L'établissement ne dispose pas de réseaux séparatifs pour ses rejets d'eaux pluviales, et d'eaux industrielles.

Une des canalisations principales réceptionne les eaux pluviales et les eaux industrielles du bâtiment 1 avant de se rejeter dans le bassin de 30 m³. Les différents réseaux d'eaux sont supposés se rejoindre dans ledit bassin afin de subir un prétraitement (homogénéisation et pH) avant rejet dans le réseau d'assainissement urbain. Les mesures des effluents industriels sont effectuées hors période pluviale afin d'éviter une dilution.

Au cours de la visite, l'inspection a constaté, en levant un regard situé sur le linéaire de la canalisation qui relie le bassin de 30 m³ et le point de rejet, l'existence d'un écoulement d'effluents industriels en provenance des installations du bâtiment 1, qui se rejettent directement au point de rejet sans passer par le bassin de prétraitement.

Comme indiqué au point de contrôle n°1, l'exploitant va engager des actions pour réaliser, après chiffrage, des travaux de séparation des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux industrielles. Ces travaux seront précédés d'une mise à jour du plan des réseaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection :

- sous 1 mois, un document précisant l'origine des effluents industriels détectés lors de l'inspection, en indiquant le process des installations reliées à cette canalisation ainsi que les produits utilisés ;
- son plan pluriannuel d'actions mentionné au constat n°1 avec sous 3 mois un devis signé pour la réalisation de la mise à jour du plan de ses réseaux, notamment d'eaux pluviales et d'eaux industrielles.

Le plan des réseaux mis à jour sera transmis à l'Inspection, dès qu'il sera validé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

